



Avons-nous foi dans les experts?

Face à la formidable expansion de l'accès à l'information, nous avons plus que jamais besoin d'eux

Nemat Shafik

«**POURQUOI PERSONNE N'A RIEN VU VENIR?**» C'est la fameuse question que la reine Elizabeth II a posée au corps enseignant de la London School of Economics en novembre 2008, peu après l'éclatement de la crise financière.

Près de dix ans plus tard, la même question est posée aux experts après les événements inattendus de 2016 — notamment les résultats du vote britannique en faveur de la sortie de l'Union européenne et l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. La confiance dans les économistes, les sondeurs et, plus généralement, les experts a été ébranlée.

Non seulement les experts se sont trompés, mais le monopole dont ils jouissaient sur l'opinion a été affaibli par la technologie. Les médias sociaux et l'Internet rendent l'information largement accessible sans que l'avis des experts soit nécessaire, les nouvelles sont axées sur les intérêts et les préférences individuels, et les gens choisissent de plus en plus seuls ceux qu'ils sont prêts à suivre et jugent dignes de confiance.

Qu'ont-ils fait pour nous?

Souvenez-vous du film *La vie de Brian* des Monty Python, dans lequel un groupe dénommé «Front populaire de Judée» organise une rébellion contre l'empire romain. Les rebelles s'échauffent de plus en plus jusqu'au moment où Reg, leur chef, s'exclame : «Qu'est-ce que les Romains nous ont apporté?». Après une pause, une voix s'élève timidement pour dire que l'aqueduc local s'est révélé utile. Elle est suivie par d'autres qui mentionnent successivement diverses innovations romaines utiles jusqu'à ce que Reg doive finalement reformuler sa question de la façon suivante : «En dehors de l'assainissement, de la médecine, de l'éducation, du vin, de l'ordre public, de l'irrigation, des routes, du réseau d'eau potable et de la santé publique, qu'est-ce que les Romains ont fait pour nous?!»

Nous avons tous besoin d'experts. Ils ont permis de s'attaquer aux maladies, de réduire la pauvreté et d'améliorer le bien-être de l'humanité. La durée de vie s'est allongée de vingt ans depuis 1950 grâce à une amélioration de la qualité de l'eau, de l'assainissement et des soins de santé. Le revenu mondial moyen a été multiplié par 20 sous l'effet de l'amélioration des politiques économiques, surtout dans les pays en développement. Pour consolider ces progrès, nous avons besoin d'experts fiables qui inspirent confiance à la population.

Mais les experts ne jouissent plus aujourd'hui de la même autorité que dans le passé. La technologie permet à tout un chacun d'avoir accès à davantage d'informations et change la façon dont il est informé et forme son opinion. Selon un rapport de l'Institut Reuters pour l'étude du journalisme de l'université d'Oxford, la moitié des personnes ayant accès à l'Internet suivent l'actualité par l'intermédiaire des médias sociaux, soit deux fois plus qu'en 2013 aux États-Unis.

La numérisation du savoir et sa disponibilité immédiate ont été un facteur considérable de démocratisation et d'émancipation. Chacun d'entre nous peut se rendre chez son médecin armé d'informations sur sa maladie et les divers traitements possibles. La sagesse populaire peut faire la critique de restaurants, évaluer des produits et des services et apporter de nouvelles façons de voir dans un large éventail de domaines. Les «J'aime» et «Je n'aime pas» ainsi que les avis de milliers de personnes peuvent renforcer la confiance.

Mais cette médaille a son revers : comment peut-on résister à une information difficile à vérifier ? Les algorithmes créent des caisses de résonance entre personnes du même avis qui ne voient jamais un autre aspect des choses ; les fausses nouvelles déforment la réalité ; l'anonymat confère un pouvoir dont on peut abuser, et un monde dans lequel le volume des recettes augmente avec le nombre de clics récompense ceux qui crient le plus fort et encourage les positions extrêmes.

Les experts, qui passent l'information au crible et portent des jugements avisés, ne sont qu'une voix qui s'élève au milieu d'une cacophonie, et leur langage abscons les rend souvent les moins audibles. Ils se distinguent du reste de la population par leurs références, leur utilisation du jargon, le contrôle des revues spécialisées et l'influence qu'ils exercent sur la formation de nouveaux experts. Cette démarcation peut nuire à leur efficacité du fait notamment de la multitude des sources d'information disponibles. Dans un blog récent, des employés de la Banque d'Angleterre ont analysé la complexité linguistique de ses publications et constaté qu'une personne sur cinq seulement pouvait en comprendre la teneur.

Les experts sont aussi victimes des changements qui affectent la confiance. Selon le Baromètre de la confiance 2017 d'Edelman, dans les deux tiers des pays, moins de 50 % de la population est convaincue du bien-fondé de l'action des entreprises établies, des pouvoirs publics, des médias et des organisations non gouvernementales. Elle place sa confiance ailleurs. « Quelqu'un comme moi » est tout aussi crédible qu'un universitaire ou un expert technique et beaucoup plus crédible qu'un directeur général ou un fonctionnaire — un glissement de la confiance vers les parents et les amis qui saute aux yeux dans les médias sociaux.

Rétablir la confiance

La philosophe d'Oxford, Onora O'Neill, estime que les sociétés peuvent améliorer le niveau de confiance de deux façons : par des lois normatives, des règlements ou des avis — s'accompagnant souvent de l'obligation de confirmer leur application — ou par la communication d'informations permettant à chacun d'évaluer lui-même le degré de fiabilité. Mais comment peut-on rétablir la confiance dans les experts ?

Communiquer avec concision mais sans ostentation :

Bertrand Russell a dit un jour « L'ennui dans ce monde, c'est que les sots et les fanatiques sont toujours très sûrs d'eux, et les gens plus sensés, pleins de doute ». Les experts se demandent non seulement si leurs modèles sont bien calibrés, mais s'ils utilisent les bons modèles. En révélant ces incertitudes, ils se rendront plus crédibles à terme, comme le montre bien l'utilisation par la Banque d'Angleterre et

de plus en plus d'autres banques centrales des graphiques en éventail pour illustrer leurs prévisions : cela leur permet d'indiquer tous les résultats possibles pour un ensemble donné de circonstances initiales au lieu d'en prédire un seul. Mais indiquer l'incertitude liée à un message augmente sa complexité et ne passe pas bien dans un monde qui exige la concision. Il est, par exemple, beaucoup plus facile — et efficace — de tweeter « La Banque d'Angleterre prédit une croissance de 2 % » que « Si des conditions économiques identiques à celles qui prévalent aujourd'hui devaient se répéter une centaine de fois, l'ensemble des membres du Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre estime, après mûre réflexion, que la croissance du PIB dépasserait 2 % 50 fois et se situerait au-dessous de 2 % les 50 autres fois », même si cela décrit plus exactement ce que veut vraiment dire un graphique en éventail.

En somme, le défi que doivent relever les experts aujourd'hui est de savoir communiquer avec concision mais sans ostentation.

De meilleures pratiques dans les médias : Étant donné le rôle crucial que les médias jouent dans la diffusion des opinions des experts dans une démocratie, il est important qu'ils respectent des standards élevés et de bonnes pratiques. C'est le cas de la majeure partie de la presse écrite et audio-visuelle traditionnelle, mais l'Internet a changé les données économiques du secteur en donnant naissance à une nouvelle race de blogueurs et de pseudo-journalistes qui rejettent les contraintes de l'impartialité, de l'exactitude et de la transparence. Le rôle croissant joué par les médias sociaux dans la diffusion de nouvelles rend en outre de plus en plus difficile pour les consommateurs de distinguer le vrai du faux journalisme. Tout ceci pourrait expliquer pourquoi les médias traditionnels auraient perdu la confiance de leurs lecteurs et auditeurs dans plus de 80 % des pays, d'après le Baromètre de la confiance 2016 d'Edelman.

La montée des fausses nouvelles et de ce que l'on appelle la fausse équivalence — qui, dans l'idée d'équilibrer les reportages, donne autant de temps aux sources crédibles d'information qu'à celles qui le sont moins — n'a pas arrangé les choses. Comment les diffuseurs d'informations et d'avis autorisés peuvent-ils équilibrer la fiabilité avec la nécessité de présenter des points de vue opposés ?

Les standards et les principes généralement respectés dans les milieux universitaires pourraient être adaptés et plus largement appliqués par les groupes de réflexion, les sites Web et les médias. Des pratiques bien établies comme l'examen par les pairs, la mise en concurrence pour le financement de la recherche, l'obligation de publier les données et la transparence pour prévenir les conflits d'intérêts dans les publications sont de règle pour toute contribution intellectuelle appréciée.

Par exemple, les groupes de réflexion devraient-ils faire ouvertement connaître leurs sources de financement? Les journalistes et les blogueurs qui diffusent ou font circuler des informations fallacieuses ou des rumeurs devraient-ils être dénoncés? Les plateformes numériques devraient-elles être davantage responsables de leur contenu dans le cadre de leur devoir d'informer et de protéger leur réputation?

Des instruments publics pour évaluer la fiabilité : Le public doit être en mesure de distinguer le vrai du faux dans le flux d'informations qu'il reçoit. Le commerce en ligne a développé de nombreux instruments à cet effet : avis de consommateurs, évaluation de la fiabilité de ces avis et mesure des performances, telles que la ponctualité des livraisons.

Qu'en est-il dans le monde des idées? Dans certains domaines, les institutions traditionnelles ont évolué pour répondre à ce besoin. Des sites Internet médicaux dignes de foi fournissent des informations fiables aux patients éclairés qui, autrement, devraient passer au crible le contenu de multiples sources d'information. Les sites qui vérifient la

des conséquences sociales considérables — dans ce qui était autrefois le domaine de compétence de représentants élus. Des problèmes peuvent se poser quand les experts veulent jouer les politiciens et vice versa. Il est indispensable que chacun de ces rôles et les responsabilités qui les renforcent soient clairs. En sortant de leur rôle, les experts compromettent la crédibilité de leur expertise et leur responsabilité professionnelle. Les politiciens qui sortent du leur risquent de duper ceux qui les ont élus pour défendre leurs intérêts.

Des institutions indépendantes comme la fonction publique, les banques centrales et les universités ont un rôle spécial à jouer en exploitant l'expertise dans l'intérêt général, mais la technocratie doit tirer sa légitimité de la démocratie. Il faut pour cela être décidé à demander des comptes aux experts, de plus en plus de décisions impliquant des aspects techniques. Certains objectent que des activités comme les audits financiers, les contrôles de qualité de la recherche, l'examen des processus et les examens de conformité, les études d'impact sur l'environnement,

Le défi que doivent relever les experts aujourd'hui est de savoir communiquer avec concision mais sans ostentation.

véracité des propos de personnages publics jouent le même rôle que les examens par les pairs du monde universitaire en confirmant ou contestant les informations communiquées et les déclarations formulées. Et le code de principes du Réseau international de vérification des faits (IFCN) met l'accent sur l'objectivité, la transparence des sources de financement et des méthodes utilisées, ainsi que sur l'honnêteté des corrections apportées.

De nouvelles institutions s'efforcent de renforcer la confiance là où elle a été érodée. Par exemple, au Royaume-Uni, le Banking Standards Board, qui s'intéresse aux normes de conduite des banques, et le Fixed Income, Currencies, and Commodities Markets Standards Board, qui fixe la barre sur les marchés financiers de gros, ont été créés après les comportements répréhensibles observés pendant la crise financière. Les écoles et les universités doivent apprendre à leurs élèves et leurs étudiants à utiliser l'information avec discernement, et des campagnes de sensibilisation du public peuvent améliorer les médias. Dans un monde où l'information abonde, l'avenir de l'éducation se trouve dans le développement de l'esprit critique pour préparer les étudiants à devenir des citoyens informés.

La frontière entre technocratie et démocratie : Les décisions devenant de plus en plus techniques, des experts non élus pénètrent de plus en plus souvent — avec

les bureaux d'évaluation indépendants et les enquêtes parlementaires sont coûteuses, favorisent l'aversion pour le risque et détournent les ressources de travaux importants. Mais c'est un faible prix à payer pour légitimer la contribution des experts au processus de décision démocratique.

Un avenir éclairé par le savoir

L'application du savoir et son accumulation grâce à l'éducation et sa diffusion par les médias et les institutions font partie intégrante du progrès humain. La question n'est pas de savoir comment se passer des experts, mais comment faire en sorte qu'ils soient dignes de confiance. La réponse à cette question se trouve dans une attitude humble et l'admission des limites de l'expertise, une communication claire, une évaluation rigoureuse des idées, l'utilisation d'outils permettant d'aider le public à différencier celles-ci et une réelle écoute du point de vue des autres.

Une meilleure gestion des frontières entre les experts et les politiciens et de leurs responsabilités respectives permettra de maintenir l'équilibre entre technocratie et démocratie. Si nous y parvenons, notre avenir sera façonné par le savoir et un débat éclairé plutôt que par l'ignorance et l'étroitesse d'esprit. 

NEMAT SHAFIK est la future directrice de la London School of Economics.